

LES ENJEUX PRIORITAIRES DE L'HABITATION COMMUNAUTAIRE ET SOCIALE POUR LES ÉLECTIONS 2018

Le prochain gouvernement québécois doit :

➤ Bonifier l'enveloppe budgétaire du programme AccèsLogis : répondre à la demande immédiate

- Un minimum de 5000 unités de logement devront être bâties annuellement
- En utilisant notamment les sommes disponibles grâce à la Stratégie nationale sur le logement du Canada

L'habitation communautaire et sociale, un modèle

- qui a fait ses **preuves**
- qui doit être maintenu et **bonifié**
- qui offre une **qualité de vie** à des milliers de personnes
- qui aide des hommes, des femmes et des enfants en situation de **vulnérabilité**

➤ Réformer le programme AccèsLogis

- La construction d'habitations abordables accuse des retards importants
- Les coûts admissibles (CMA) n'ont pas été indexés depuis 2009 malgré une bonification non récurrente de l'aide financière en 2018

L'habitation communautaire et sociale du Québec, c'est 295 000 résidents répartis en :

1 200

OSBL d'habitation :

53 000
logements et

85 000
résidents

1 300

coopératives d'habitation :

30 000
logements et

60 000
résidents

443

offices d'habitation

90 000
logements et

150 000
résidents

➤ Assurer la pérennité du parc immobilier existant

- Le gouvernement doit maintenir et bonifier l'investissement annuel des fonds destinés à la rénovation des immeubles, notamment les 340 M\$ pour les HLM dont le gouvernement fédéral finance la moitié de la somme nécessaire.

État de situation

295 000 personnes ont actuellement un toit grâce au logement communautaire et social, **mais encore aujourd'hui**

244 120
ménages vivent
dans les logements
inadéquats

Sur ce nombre, ils sont **195 635**
à consacrer **50 %** de leur revenu
pour se loger, avec un revenu
annuel de **12 494 \$**

Près de
40 000 ménages
sont sur une liste
d'attente

➤ Investir 30 M\$ par année dans le soutien communautaire au logement social

- Pour combattre efficacement la pauvreté et l'exclusion de citoyens en difficulté
- S'additionne aux 12 M\$ prévus par la Politique nationale de lutte contre l'itinérance

